

Demande déposée le 19/02/2025 et complétée le 19/02/2025	
Demande affichée en mairie le : 19/02/2025	
Par :	MAIRIE DE TREBES
Demeurant à :	PLACE DE LA REPUBLIQUE 11800 TREBES
Sur un terrain sis à :	RUE DES LISTANS 11800 TREBES 397 BM 278
Nature des Travaux :	Isolation par l'extérieur de l'ensemble de l'école primaire des Floralties

N° DP 011 397 25 00016

Le Maire de TREBES

VU la déclaration préalable présentée le 19/02/2025 par la MAIRIE DE TREBES,

VU l'objet de la déclaration :

- pour une isolation par l'extérieur de l'ensemble de l'école primaire des Floralties ;
- sur un terrain situé RUE DES LISTANS

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/07/2008, modifié les 29/11/2011, 11/12/2014, 20/12/2018, 23/05/2019, le 16/06/2021 et le 20/06/2023 (zone UC),

VU le PPRI de Trèbes approuvé le 30/12/2012, révisé pour certaines dispositions le 04/07/2024 par arrêté n° DDTM-SRISC-2024-088,

Considérant que la parcelle concernée par le projet est en zone Ri2 (aléa modéré) et Ri_ruis (ruissellement) du PPRI,

Considérant que les travaux projetés respectent la réglementation des zones Ri2 et Ri_ruis,

ARRETE

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une **décision de non-opposition.**

TREBES, le 3 mars 2025
Pour le Maire empêché,
L'adjoint Didier CARBONNEL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.